66e Année. — N° 8

Le Numéro 15 CENTIMES

BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 — Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem.	3 m.	6 mois	1 an
Nord & limit.	12.00	23.00	45.00
France, Belg.	16.00	24.00	46.00
Union post.	16.60	31.20	62.40

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1199 ; Inter. 34. — DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX — TOURCOING : Téléph. 37

66e Année. — N° 8

SAMEDI 8 JANVIER 1921

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, Roubaix — 33, rue Carnot, Tourcoing

L'OPTIMISME BRITANNNIQUE

On est aujourd'hui, dans les milieux officiels français et britanniques, tout à l'optimisme. Démentant en quelque sorte le langage assez surprenant qu'elle avait tenu ces jours derniers, l'agence Reuter, à laquelle une note « inspirée » conteste tout caractère officieux, prévoit un complet accord entre Paris et Londres lors de la prochaine conférence. La presse anglaise ne se montre pas moins confiante : sur la nécessité de désarmer l'Allemagne, déclare-t-elle, il ne saurait y avoir deux opinions. Les divergences — si toutefois elles existent — ne portent que sur des questions de détails.

Entend-elle par « questions de détails » la prolongation des délais et l'application des sanctions? Ce sont pourtant des détails qui ont leur importance. Nous estimons, sans doute, qu'il ne convient pas de prendre au tragique ce qui doit n'être pris qu'au sérieux, et cela nous paraît être le cas en ce qui concerne les lenteurs du désarmement des forces de police allemandes; néanmoins, ce serait une lourde erreur, dans les circonstances actuelles, de donner à l'Allemagne, par une mansuétude excessive, l'impression que nous sommes incapables d'user de fermeté quand elle se dérobe à l'un quelconque de ses engagements.

La simple nouvelle que les alliés s'étaient mis d'accord sur la nécessité de réunir le Conseil suprême, a déjà produit, de l'autre côté du Rhin, un effet salutaire. Il s'agit maintenant de montrer que les gouvernements alliés ne se contenteront pas d'échanger des vues sans résultat appréciable, mais qu'il sortira de leurs conciliabules plus d'unité dans leurs conceptions, plus d'esprit de suite et d'entente dans l'exécution, et surtout plus de netteté dans la réalisation d'une politique commune.

Cette entente entre associés apparaît, en effet, pour longtemps encore, comme la condition essentielle, indispensable, pour obtenir, soit de l'Allemagne, soit des puissances orientales, l'accomplissement de leurs engagements. Elle ne craignent pas un des alliés, du moment qu'il agit isolément, parce qu'elles savent qu'il est encore trop dépendant de la collectivité, au point de vue économique, militaire ou financier, pour risquer de perdre ses appuis. C'est pourquoi toute action isolée est vouée à l'insuccès. Il faut, par conséquent, que l'union subsiste et que l'étranger en demeure convaincu.

Le revirement qui paraît se produire dans les sphères officielles de la Grande-Bretagne paraît à cet égard du meilleur augure, pourvu, toutefois, qu'il ne cache pas une arrière-pensée : que nos alliés n'aient pas conçu le projet de reprendre leur tactique de San-Remo; de nous accorder satisfaction, par exemple, sur la question allemande, à condition que nous adoptions leurs vues sur la question orientale? Ceci n'est qu'une hypothèse : nous souhaitons qu'elle soit absurde.

G. L...

UN MANIFESTE DE LA C.G.T.

Il appelle au syndicalisme révolutionnaire les forces socialistes éparses

Paris, 7 janvier. — Au sujet de la scission qui vient de se produire au sein du parti socialiste, la Confédération Générale du Travail a communiqué à la presse un manifeste aux travailleurs de France. On y lit :

Les socialistes viennent de détruire l'unité de leur organisation. Ils ont piétiné l'œuvre de leurs hommes les plus éminents. Ils ont rompu avec le pacte d'unité conclu en 1905. Cette rupture dresse, l'une contre l'autre, deux fractions rivales du même parti. Elle tend à introduire la division dans le monde du travail, à l'heure où toutes les forces de réaction se concentrent pour étouffer le progrès social.

Le manifeste continue par un blâme adressé aux adhérents à la Troisième Internationale.

Puis il dit :

Ouvriers, employés et paysans, devant un parti divisé et une fraction qui veut brimer et dominer la classe ouvrière, le syndicalisme représenté par la C. G. T. reste votre arme de combat la plus solide, votre abri le plus sûr.

Les prisonniers français entre les mains des Kémalistes

Leur sort est très pénible

New-York, 7 janvier. — On mande de Constantinople à l' « Associated Press » : M. Melville Chater, publiciste à New-York, attaché au Comité américain du Proche Orient, est rentré d'un voyage de trois mois en Anatolie.

Actuellement, dit-il, il y a 750 prisonniers français à Césarée, entre les mains des Kémalistes, nationalistes turcs. Ils sont revêtus seulement de sous-vêtements d'été sans pantalons. Beaucoup n'ont pas de chaussures, la plupart couchent par terre, sans paillasse ni couverture. Leur nourriture consiste en pain noir rassis et lait caillé.

Sept officiers, dont le commandant Mesnil et sa femme, sont traités avec plus d'égards, ils occupent une école.

Les Français ont la permission de se promener tous les jours sous forte escorte.

LA QUESTION IRLANDAISE N'EST PAS PRÈS D'ÊTRE RÉGLÉE

M. de Valera exige l'indépendance du pays avant tous pourparlers

Londres, 7 janvier. — De Dublin, on annonce que le « Freeman's Journal » publie ce qu'il déclare être un aperçu exclusif de la déclaration attendue de M. de Valera.

Selon cet aperçu, M. de Valera maintiendrait que la reconnaissance de l'Irlande comme nation indépendante devra être à la base de toute négociation de paix, et il déclarera que lorsque les représentants de l'Angleterre seront prêts à se rencontrer avec ceux de l'Irlande sur un pied d'égalité nationale, les pourparlers en vue de la paix seront possibles.

M. de Valera expliquera qu'étant données la pression exercée sur l'Irlande par le gouvernement et l'arrestation de MM. Arthur Griffith et Mac Neill, il était tout naturel qu'il revînt prendre la charge de son poste.

Le « Freeman's Journal » dément que M. de Valera ait fait la traversée d'Amérique en Irlande et qu'il séjourne maintenant dans son pays sous la protection du gouvernement anglais. Il ajoute même que les forces de la Couronne le recherchent et brûlent du désir de le mettre en état d'arrestation.

LES LIVRAISONS DE CHARBON ALLEMAND

Les exigences des alliés ne sont pas raisonnables, dira un rapport de Berlin

Berlin, 7 janvier. — Le gouvernement allemand se propose de publier, au cours du mois de janvier, un rapport d'ensemble relatif à la situation charbonnière de l'Allemagne et aux conséquences des arrangements de Spa sur la vie économique du pays.

L'Allemagne s'efforcera de prouver que les exigences des alliés ne sont pas raisonnables et que l'Allemagne n'est pas dans la possibilité de les satisfaire.

INFORMATIONS

La grande-duchesse de Luxembourg a mis au monde un fils auquel on a donné le prénom de Jean.

* * *

Sur les marchés du Charollais, une baisse sensible a été constatée, ces derniers jours.

Les poulets ont subi, en moyenne, une diminution de 5 à 7 francs par pièce; les dindes ont baissé plus fortement encore. Le beurre a subi une baisse telle, qu'on a vu de nombreuses cultivatrices préférer le rapporter chez elles plutôt que de le vendre, la baisse ayant atteint en moyenne 4 francs par kilo. Les œufs se sont vendus 1 franc moins cher par douzaine que la semaine précédente.

* * *

La banque anglaise « British American Continental Bank » a cessé ses paiements, mais a annoncé qu'elle rembourserait tous les dépositaires.

* * *

Les fonctionnaires du Congo belge, estimant que les promesses faites par le ministre des Colonies n'ont pas été tenues, menacent de se mettre en grève.

* * *

Le nombre des sans-travail en Allemagne était, le 15 décembre, de 365.307 contre 350.368 le 1er décembre.

* * *

Deux aviateurs ont fait, en Amérique, une chute au cours d'exercices qu'ils exécutaient sur le terrain d'aviation d'Arcadie, dans le Texas. La mort fut instantanée.

* * *

Un incendie a éclaté dans une mine de la province espagnole de Jaen. On procède au sauvetage de 23 ouvriers restés au fond de la mine.

* * *

M. Georges Mandel, député de la Gironde, ancien chef de Cabinet de M. Clemenceau, a reçu des nouvelles du voyage dans les Indes de l'ancien président du Conseil. Celui-ci va très bien, il sera à Gwalior, le 14 de ce mois.

Son voyage se prolongera, sans doute, encore pendant une quinzaine de semaines.

* * *

A Arlon (Belgique), en creusant une cave dans une maison de la ville, des ouvriers ont mis à jour deux bas-reliefs datant de l'époque où Arlon était une importante ville romaine.

* * *

M. Deschanel a fait, à pied, une première promenade dans Paris. L'ancien Président était au bras de sa fille et Mme Deschanel au bras de son fils.

Rencontrant deux amis, M. Deschanel leur a dit : « J'ai bien souffert, mais tout cela est du passé. » Il leur confia son désir de consacrer à nouveau tout son temps à son pays.

Comme on s'informait de sa santé, le Président répartit : « Je n'ai plus besoin de repos, je me suis suffisamment reposé. Je passerai l'hiver à Paris, et je travaillerai. »

Petites Nouvelles

A l'Aérodrome du Bourget, un élève du parachutiste Jean Ors, Véret, s'est jeté, d'une hauteur de 400 mètres, avec un parachute, qui a fonctionné normalement. L'expérience a eu lieu à bord d'un avion piloté par l'aviateur Richard.

Vendredi matin, un incendie s'est déclaré dans une usine de produits chimiques de La Bastide, près de Bordeaux. Le feu s'est communiqué à une usine voisine de conserves alimentaires. Les dégâts sont très importants.

Dans le secteur lorrain de Spincourt, une violente explosion s'est produite, alors que des artificiers chargeaient de projectiles un wagonnet. Six artificiers furent tués.

Un affaissement de terrain, à Arsimont, en Belgique, a fait découvrir les ossements et équipements de soldats français qui ont combattu dans cette partie de la Basse-Sambre, en 1914.

LE DÉSARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

Avant la Conférence interalliée du 19 janvier

EN ANGLETERRE, ON CROIT A UN COMPLET ACCORD SUR TOUS LES POINTS ESSENTIELS

Londres, 7 janvier. — L' « Agence Reuter » dit que les milieux officiels britanniques ne comprennent pas du tout pourquoi certains journaux français se livrent à des commentaires au sujet d'une prétendue divergence de vues entre les gouvernements britannique et français.

Ils sont profondément convaincus que, dès que les premiers ministres seront en conférence, on constatera qu'ils sont en complet accord sur tous les points essentiels.

En outre, on ne prévoit pas qu'il y ait entre eux des divergences graves en ce qui concerne les questions de détail.

L'ATTITUDE DES ETATS-UNIS

Paris, 7 janvier. — Interrogé sur l'attitude des Etats-Unis sur la question du désarmement de l'Allemagne, M. Hugh Wallace, ambassadeur des Etats-Unis, a fait cette déclaration :

L'opinion américaine, sans distinction de parti, est restée ce qu'elle était pendant la guerre. Sous quelque forme que se manifeste l'esprit militariste allemand de revanche, il ne rencontrerait, aux Etats-Unis, qu'une réprobation unanime, fermement résolue à s'affirmer de façon efficace si besoin en était.

L'ambassadeur des Etats-Unis reconnaît le grave inconvénient résultant de la non-ratification du traité de Versailles, mais cet instrument diplomatique n'en garde pas moins son efficacité en ce qui concerne la question du désarmement, qui intéresse plus spécialement la France, et il n'est pas douteux que la sincérité des dispositions pacifiques de l'Allemagne doive être établie sur la réalité de son désarmement effectif.

M. Hugh C. Wallace a déclaré en terminant, que l'on pouvait juger des sentiments de l'Amérique pour la France sur le passé qui, quoi qu'il advienne, répond de l'avenir.

UNE OPINION BELGE

Bruxelles, 7 janvier. — La « Nation Belge », dans un article intitulé : « La Belgique est-elle d'accord avec la France pour contraindre l'Allemagne à désarmer? », dit que la solidarité des intérêts des deux pays exige, à Bruxelles comme à Paris, une politique de confiance.

Le journal ajoute :

Les mesures propres à assurer le traité, ce sont les mesures indispensables à la vie de la nation. La nation a droit d'exiger du gouvernement une déclaration formelle à ce sujet et le gouvernement a le devoir de lui répondre.

Les mesures prises sont les seules qui puissent être prises efficacement. Nous ne pourrions tolérer que l'internationalisme de l'un ou l'anglomanie de l'autre entraînassent notre pays dans la voie des renonciations. Le gouvernement doit nous dire sans délai qu'il est sur ce principe complètement d'accord avec la France.

LE MESSAGE DE CONSTANTIN A LA CHAMBRE GRECQUE

Il affirme le désir d'une collaboration loyale avec les grands alliés

Athènes, 7 janvier. — Le message royal à la Chambre des députés, dont une analyse a été donnée hier, contient après un hommage de reconnaissance aux troupes alliées qui ont combattu à côté des soldats grecs, le passage suivant :

La ferme décision de l'hellénisme tout entier de collaborer loyalement avec nos grands alliés servira les intérêts communs et nous attirera la confiance qui amènera sûrement le rétablissement des meilleures relations avec eux.

LES RELATIONS DE L'ANGLETERRE AVEC LES SOVIETS

Un accord est virtuellement conclu

Londres, 7 janvier. — L' « Agence Reuter » dit qu'on est arrivé virtuellement à un accord avec M. Krassine, et il n'y a plus qu'un ou deux points qui restent à ratifier par le gouvernement des soviets. Si un accord n'intervient pas sur ces points, cela signifiera seulement que le gouvernement des soviets revient en fait sur l'accord conclu l'été passé.

L'accord est virtuellement conclu en ce qui concerne les points techniques et l'on s'attend à sa conclusion définitive à bref délai.

Le « Foreign Office » communique à la presse les télégrammes de lord Curzon à Tchitchérine.

Lord Curzon déclare, notamment, que si les soviets veulent exécuter en toute sincérité leur promesse de renoncer à leur propagande, il y aura réciprocité, et le gouvernement britannique est prêt de son côté à ne pas faire de propagande dans les régions où les soviets peuvent légitimement prétendre avoir des intérêts spéciaux.

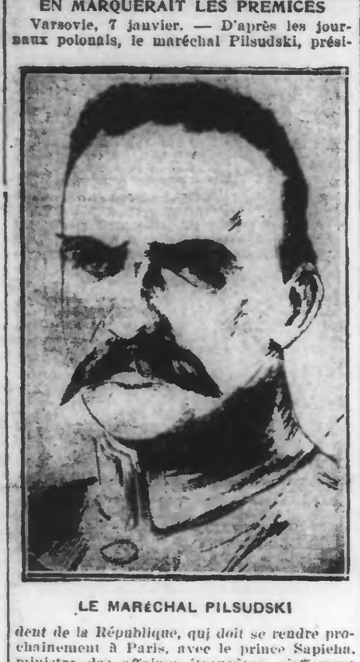
Cependant, il n'y a pas unanimité dans le Cabinet britannique

Londres, 7 janvier. — A raison de cet accord, lord Milner, secrétaire d'Etat aux colonies, a remis sa démission au premier ministre, et on croit qu'une déclaration officielle sera faite à ce sujet avant le départ pour Moscou de M. Krassine, qui doit avoir lieu samedi.

UNE ALLIANCE FRANCO-POLONO-AMÉRICAINE

LE VOYAGE DU MARECHAL PILSUDSKI A PARIS EN MARQUERAIT LES PREMICES

Varsovie, 7 janvier. — D'après les journaux polonais, le maréchal Pilsudski, président de la République, qui doit se rendre prochainement à Paris, avec le prince Sapieha, ministre des affaires étrangères, s'efforcera de négocier avec le gouvernement français une alliance franco-polonaise renforcée d'une alliance franco-américaine.



LE MARÉCHAL PILSUDSKI

France et Etats-Unis pourraient ainsi envisager, est-il dit, la Pologne comme base de leur action politique dans l'Est. La Pologne deviendrait, du même coup, une base d'action pour toutes les opérations des capitalistes américains dans l'Est de l'Europe.

DEUX DÉCOUVERTES MÉDICALES

Le docteur Calmette trouve un vaccin contre la tuberculose chez les animaux. — Il espère vaincre aussi la maladie chez l'homme

Paris 7 janvier. — Le professeur Calmette, après de patientes recherches expérimentales, est parvenu à vaincre la tuberculose chez les animaux.

Secondé par le docteur C. Guérin, le professeur Calmette prouve que le bétail, les singes et les cobayes, peuvent être immunisés contre la tuberculose. Le vaccin — il ne s'agit pas ici d'un sérum qui guérit, mais d'un vaccin qui prémunit — est trouvé. Expérimenté, il a donné de merveilleux résultats.

Le seul point d'interrogation qui subsiste est celui-ci : le même procédé immunisera-t-il également l'homme?

Le doute subsiste encore, mais M. Calmette espère pouvoir bientôt se rendre maître, chez l'homme, de cette maladie, qui fait de si nombreuses victimes.

Les chiens immunisés contre la rage — Le vaccin du professeur Vallée

Paris, 7 janvier. — Le professeur Vallée expérimente actuellement un vaccin préparé par deux savants de l'Institut Pasteur et qui aurait pour but d'immuniser contre la rage les chiens à qui on l'injecterait. On espère voir aboutir bientôt ces expériences.

Mais la réalisation de cette découverte empêchant les chiens de prendre la rage de leurs congénères ne suffira pas à empêcher l'extension du fléau. Il faudra pour cela rendre la vaccination de ces animaux obligatoire et que cette obligation soit effectivement appliquée.

Le tremblement de terre d'Albanie

Le désastre est considérable

Tirana, 7 janvier. — Le désastre causé par le tremblement de terre est beaucoup plus grand qu'on le supposait.

Les secousses ont été fortes et désastreuses de Téléphani à Elbassan. Cette dernière ville est presque entièrement rasée: près de Télépeni il y a eu de grands éboulements de montagnes.

Le nombre total des blessés atteint 600 et celui des tués 80. Quinze villages ont été détruits, et le nombre des personnes sans abri atteint le chiffre de 30.000.

Des communistes hambourgeois ont tenté un coup de force

Leur projet était d'envahir l'Hôtel de Ville

Berlin, 7 janvier. — A la suite d'une réunion au cours de laquelle des discours très violents ont été prononcés, des sans-travail communistes ont essayé de forcer la porte de l'hôtel de ville de Hambourg, dans la nuit du 5 janvier.

L'intervention de la police a fait échouer cette tentative. Néanmoins, des coups sérieux ont été échangés entre les manifestants et la police.

LA HAUSSE DU FRANC AUX ÉTATS-UNIS

C'est une conséquence de la fermeté de notre politique allemande

New-York, 7 janvier. — La hausse qui s'est produite mercredi, à Wall Street, sur la devise française, a été expliquée de la façon suivante par M. L. Masson, conseiller financier de plusieurs des principales Compagnies d'assurances aux Etats-Unis :

« Les spéculateurs américains, a-t-il dit, avaient conservé jusqu'à ce jour la conviction que la France n'aurait pas assez de volonté pour empêcher l'Allemagne de se dérober aux obligations que ses représentants ont prises en son nom lorsqu'ils ont signé le traité de Versailles.

» L'attitude ferme prise en ces derniers temps par le gouvernement français qui, sous la pression de l'opinion publique, a signifié au gouvernement anglais que la France entendait obtenir toutes les réparations qui lui étaient dues par l'Allemagne, a complètement changé la manière de voir des hommes d'affaires américains. Ils sont très bien renseignés par leurs agents d'informations à Londres, et savent que le gouvernement anglais est obligé de donner son appui à la France en ce qui concerne la question des réparations dues par l'Allemagne. L'Angleterre ne peut, dans les circonstances actuelles, s'exposer à perdre le concours de la France.

» La France possède une armée qui lui donne une indépendance complète. Elle a les moyens de se faire rendre justice sans le concours de personne. Si l'Angleterre l'abandonnait ou si elle hésitait à l'appuyer dans ses justes revendications, il pourrait en résulter un état de choses extrêmement dangereux pour l'Empire, particulièrement en Orient. »

C'est cette certitude qu'ont acquise les Américains que la France obtiendra le paiement de ce que lui doit l'Allemagne, qui a déterminé la hausse du franc.

Le cas du Préfet de la Creuse

L'enquête administrative est commencée

Guéret, 7 janvier. — Ce matin, M. Constantin, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur, est arrivé à la Préfecture pour ouvrir son enquête sur la gestion du ravitaillement. Le Préfet l'a reçu aussitôt.

Les Compensations allemandes

L'Allemagne s'acquitterait de son arriéré avant le 15 janvier

Paris, 7 janvier. — Au cours de la réunion des directeurs des Offices de compensations alliés, le directeur de l'Office de compensation de Berlin a annoncé que l'Allemagne paierait les sommes en retard avant le 15 janvier.

LA MALADIE DU SOMMEIL REPREND DE L'ACTUALITÉ

On signale de nombreux cas en Belgique

Bruxelles, 7 janvier. — De nombreux cas d'encéphalite léthargique se sont produits dans les provinces de Liége et du Hainaut.

DES DÉTENUS SE MUTINENT DANS UNE PRISON

Le gardien-chef est tué, ainsi que l'un d'eux

Annecy, 7 janvier. — Jeudi soir, huit prisonniers, écroués à la prison de Thonon, se sont mutinés.

Ils ont tué le gardien-chef et blessé légèrement le gardien-adjoint qui était venu à son secours. Mais celui-ci, tirant son revolver, a tué un détenu.

Contre le système forfaitaire des réparations par l'Allemagne

Une nouvelle protestation de la Chambre de commerce de Lille

La Chambre de commerce de Lille s'est réunie vendredi, sous la présidence de M. Alf. Descamps. Elle a pris connaissance du rapport de M. Doumer sur le régime fiscal qu'elle a jugé défavorable aux Régions libérées.

Elle a décidé l'envoi d'une lettre au Président de la Commission des Finances du Sénat pour mettre les choses au point et insister sur l'exonération des impôts sur les revenus acquis par les sinistrés au cours de l'année 1919.

Examinant ensuite la question des tarifs douaniers, l'assemblée a décidé de demander l'augmentation des coefficients en ce qui concerne plusieurs industries régionales, notamment l'ameublement et la faïencerie.

La Chambre a ensuite discuté de l'Entente Economique entre la Belgique et la France actuellement en négociation et elle demande que le ministre du Commerce, avant de signer tout accord, consulte les Chambres de commerce intéressées et notamment celle du premier groupement économique.

Enfin les membres de la Chambre de commerce ont abordé l'important sujet des dommages de guerre et le système forfaitaire et la discussion s'est close par l'adoption du vœu suivant :

La Chambre... renouvelle sa délibération du 9 mai 1920 protestant contre l'adoption du système forfaitaire et réclamant l'exécution du Traité de Paix;

Estime que le gouvernement a l'impérieux devoir d'exiger de l'Allemagne la réparation intégrale des ruines et des pertes causées par son agression;

Insiste pour qu'il attende de connaître le montant total des dommages, tel qu'il résultera des réclamations présentées par les sinistrés, pour le notifier à l'Allemagne dans le délai imparti;

Et demande que les réparations en nature ne soient effectuées par l'Allemagne qu'en matières premières, car l'invasion des produits fabriqués allemands provoquerait la ruine des industries nationales et le chômage de nombreux ouvriers.

La réunion a pris fin vers 17 heures.

Un policier révoqué avait trahi la France

En 1912, il livra des plans aux Allemands. Son crime vient seulement d'être découvert. — Le traître, employé au service des Régions Libérées, a été arrêté dans le Pas-de-Calais

Arras, 7 janvier. — Une affaire de trahison, remontant à 1912 et découverte seulement cette année, va venir prochainement devant les assises de la Meuse.

L'inspecteur stagiaire Grévillot, 39 ans, marié, père de deux fillettes, poussé par des besoins d'argent, résultant de sa mauvaise conduite, profita d'un congé du commissaire spécial de Verdun, en septembre 1912, pour dérober, dans une armoire, des documents intéressant la mobilisation et le contre-espionnage.

Avec son épouse, Grévillot eut, à Luxembourg, une entrevue avec des policiers allemands et, moyennant 1.500 francs, il leur laissa des photographies des documents qu'il replaça ensuite dans l'armoire de son chef. Celui-ci, à son retour, ne remarqua rien d'anormal.

Peu après, Grévillot alla à Metz et donna aux Allemands d'autres renseignements pour lesquels il reçut encore 600 francs. Il devait envoyer de nouveaux documents pour lesquels il reçut, à Strasbourg, une somme de 1.500 francs; mais, en raison de sa mauvaise conduite, il fut révoqué et ne put effectuer la livraison promise.

Les faits ont été connus seulement cette année, grâce à l'examen des documents trouvés chez l'ancien commissaire de police allemand de Metz.

Grévillot fut arrêté à Marquion (Pas-de-Calais), où il était adjoint technique du génie rural des régions libérées. Sa femme, avec qui il est en instance de divorce, sera poursuivie pour complicité.

A L'ECOLE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES DE LILLE

Une Conférence de M. Jean Lerolle sur le Mouvement social et les Idées d'Albert de Mun

Sous les auspices de l'Ecole des sciences sociales et politiques, M. Jean Lerolle, ancien député, a fait vendredi soir, dans la grande salle de l'Evêché, une intéressante conférence sur le Mouvement social et les idées de M. le comte Albert de Mun.

Il fut présenté au nombreux auditoire par M. le chanoine Dutoit, Secrétaire intendant général de l'Université Catholique qui se plut à rappeler l'ardente impulsion donnée aux Jeunesses catholiques par l'orateur, un des plus dévoués auxiliaires de M. de Mun.

M. Lerolle étudia ensuite, avec une clarté impressionnante, les idées sociales de M. Albert de Mun, idées si attaquées lorsqu'elles furent lancées. L'illustre orateur disait qu'entre les hommes qui exercent une même profession, il existe une collectivité de fait qu'il importait d'organiser. Il voulait donner au travail une organisation professionnelle, idée née chez lui de l'observation attentive des faits et de l'étude de l'histoire. Tout en montrant le lien étroit qui unit la pensée religieuse à la pensée sociale, M. Lerolle se borne à développer la doctrine sociale de M. de Mun, exposée à la Chambre le 12 juin 1883 avec une majestueuse ampleur.

Une des causes de la crise sociale, démontrait-il, remonte à la fin du 18e siècle, lorsque furent supprimées les corporations. Dès lors il n'y eut plus que l'intérêt particulier en jeu il n'y eut plus entre les individus et l'Etat aucun lien et il en résulta une grande anarchie dans les professions.

Une autre cause du malaise social est de considérer le travail comme une marchandise au lieu d'un acte de la vie humaine. Aujourd'hui, le matérialisme économique a tout envahi. On ne peut organiser le travail que par le système que préconisait M. de Mun : rapprocher les hommes en conciliant leurs intérêts en apparence les plus opposés, en créant l'organisation professionnelle sans éloigner systématiquement l'action de l'Etat qui doit intervenir lorsque des abus se produisent et lorsqu'il s'agit de collaborer à l'organisation internationale du travail.

Les idées de M. de Mun ont trouvé dans les événements actuels une éclatante confirmation. La solidarité professionnelle est méconnue, le syndicalisme n'a pas donné ce qu'on en attendait et la C.G.T. continue le conflit des classes à l'état de perpétuité. D'autre part, l'enseignement professionnel est nul et l'apprentissage en pleine décadence.

L'orateur montre ce qui a été fait à l'étranger, en Angleterre, en Allemagne et cite le merveilleux exemple de la Hollande où une véritable organisation corporative a été créée, où des syndicats d'ouvriers, de patrons, de clients même se sont entendus pour résoudre les problèmes les plus complexes.

Sa conclusion est que peu à peu les idées de M. de Mun ayant pénétré dans les cœurs, entreront ensuite dans la réalité. Il apparaît de plus en plus que nous ne sortirons du chaos actuel qu'en créant des organisations professionnelles qui rapprocheront les ouvriers et les patrons. A la haine des socialistes, il faut opposer l'accord de tous ceux qui collaborent à la richesse de la France.

La conférence de M. Jean Lerolle, que M. le chanoine Dutoit remercia chaleureusement, fut longuement acclamée par son sympathique auditoire.

DERNIÈRE HEURE

L'exécution du Traité de Versailles

Dans les limites du possible, dit à son tour, l'ambassadeur allemand à Londres

Londres, 7 janvier. — Un représentant de l'Agence Reuter a eu, aujourd'hui, une entrevue avec l'ambassadeur d'Allemagne à Londres qui lui a confié que l'Allemagne ne se préparait pas pour une guerre.

L'Allemagne est vivement désireuse d'exécuter les conditions du traité de paix dans les limites où cela lui sera possible. Il y a, en effet, certains points du traité qu'elle ne peut pas du tout exécuter, c'est entre autres le remboursement des dépenses de guerre.

Elle est parfaitement disposée à faire des réparations dans la mesure où cela lui sera possible, mais il faut que les payements soient en nature et non en argent.

La Conférence des Experts à Bruxelles

Bruxelles, 7 janvier. — On annonce que la conférence de Bruxelles, qui s'était ajournée au 10 janvier, ne se réunira que le 15 de ce mois.

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

La candidature de M. Ricard dans le Finistère

Quimper, 7 janvier. — M. Ricard, ministre de l'Agriculture, est arrivé, ce matin, pour préparer sa candidature aux élections sénatoriales dans le département. Il a accepté de se présenter comme candidat agricole et d'union républicaine.

M. Combes, sénateur sortant, demeure candidat

La Rochelle, 7 janvier. — On avait annoncé que M. Emile Combes, ancien président du Conseil, sénateur sortant en Charente-Inférieure, en raison de son état de santé, ne serait pas candidat.

Sa santé s'étant grandement améliorée, il reste candidat aux élections du 9 janvier.

LES AJOURNÉS de la CLASSE 1918

Paris, 7 janvier. — En réponse à une question de M. des Lyons de Feuchin, député, le ministre de la guerre fait connaître que, d'après le projet de loi déposé par le gouvernement, les jeunes gens de la classe 1918 ajournés deux fois et incorporés en 1920, seront libérés au bout d'un an de service.

LE BANDITISME

Cent mille francs de bijoux volés à Lyon

LES CAMBRIOLEURS ONT OPÉRÉ AVEC UNE RARE AUDACE

Lyon, 7 janvier. — Ce soir, à 18 h. 30, au moment où le passage de l'Hôtel-Dieu était noir de monde, plusieurs individus se sont approchés de la vitrine où M. Aubertin expose ses perles et brillants.

L'un des malandrins a brisé la vitrine d'un coup de marteau et la bande a fait rapidement main basse sur un lot de bijoux divers, évalué à plus de cent mille francs.

M. Aubertin, accouru vivement au bruit de la glace volant en éclats, a dû battre en retraite devant le revolver d'un des cambrioleurs qui a déchargé son arme, à quatre reprises, dans sa direction, mais heureusement sans l'atteindre.

Pendant alors la foule, tous les complices, au nombre de cinq ou six, se sont précipités dans une automobile qui stationnait sur le quai voisin et qui a démarré à toute allure.

LE CHATEAU de SAINT-GERMAIN A ÉTÉ CAMBRIOLÉ

Seuls, quelques bibelots furent enlevés

Versailles, 7 janvier. — Des malfaiteurs inconnus ont, cette nuit, pénétré, avec effraction, dans le château de Saint-Germain-en-Laye.

Ils se servirent d'une échelle double pour pénétrer dans une salle du deuxième étage où ils supposaient trouver des objets de très grande valeur. Ils prirent la fuite en emportant quelques menus bibelots. Une enquête a été ouverte.

LES ÉVÉNEMENTS DE GRÈCE

L'assassinat du colonel Fatséas

Athènes, 7 janvier. — L'ex-président des Cours martiales, colonel Fatséas, a été assassiné.

A propos du rôle qu'il joua sous le régime vénizéliste, les journaux constantiniens disent que son action fut vraiment néfaste.

Le colonel assista lui-même à des dizaines d'exécutions capitales prononcées par lui et condamna des centaines de personnes aux travaux forcés.

COURTES DÉPÊCHES

M. Lucotte, député de l'Aube, interpellera le gouvernement, à la rentrée des Chambre, sur la politique anglaise et la France.

On mande de Bruxelles que la linière Saint-Léonard est à la veille de fermer ses portes, par suite de la crise dans l'industrie. Cette mesure concerne aussi la filature que la linière possède à Gand.

La nouvelle que l'état de siège a été proclamé à Budapest est démentie. L'ordre règne dans la ville.

M. Maurice Long, gouverneur général de l'Indo-Chine, de passage à Lyon, a été reçu à déjeuner par la Chambre de commerce. Des toasts furent prononcés par MM. Coignet, sénateur; Maurice Long et Isaac, ministre du Commerce.

La Conférence des Ambassadeurs, réunie vendredi matin, constatant l'exécution des clauses navales du traité de Neuilly, a décidé de dissoudre en Bulgarie la commission de contrôle.

A Buenos-Ayres, une barque, transportant une centaine d'ouvriers des ateliers du ministère des Travaux Publics, a coulé. Une cinquantaine d'ouvriers ont été noyés.

Un soi-disant neveu de l'ex-ministre des Affaires étrangères belge, Charles Beyens, âgé de 26 ans, vient d'être arrêté et mis à la disposition de M. Crescels, juge d'instruction, à Bruxelles, pour faux papiers militaires et vol à Bruxelles d'une automobile.

Dernières Nouvelles Régionales

POUR PROCURER DU TRAVAIL AUX CHOMEURS. — Le Conseil général de la Somme demande un crédit de 2 millions 1/2. — Amiens, 7 janvier. — Le Conseil général de la Somme, réuni en session extraordinaire, a décidé d'envoyer un télégramme au Ministre des Régions libérées lui demandant l'ouverture urgente d'un crédit de 2.625.000 fr. pour l'installation de chantiers destinés à procurer du travail aux chômeurs.

LES DETOURNEMENTS DU CHEF DE GARE DE DUNKERQUE. — M. Lengrand, chef principal de la gare de Dunkerque, poursuivi pour détournements de charbon, a subi un premier interrogatoire. L'inculpé a fait des aveux; toutefois, il conteste l'importance des détournements. L'enquête continue dans la région de Cambrai, où la plupart du charbon volé a été vendu.

CONSEIL DE PREFECTURE DU NORD. — M. Régnier, conseiller de préfecture, est maintenu, pour 1921, dans ses fonctions de vice-président du Conseil de préfecture du Nord.

Dernières Nouvelles Sportives

BOXE. — Baltimore, 7 janvier. — Dans un match de boxe, qui a eu lieu à Baltimore, hier soir, le boxeur américain George Chenay a battu le français Georges Papin, à la 3e reprise.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS. — Liverpool, 7 janvier. — Clôture. — Janvier, 10.05; février, 10.07; mars, 10.16; avril, 10.20; mai, 10.24; juin, 10.26; juillet, 10.29; août, 10.35; septembre, 10.22; octobre, 10.19; novembre, décembre, 10.17.

Sakellaridis — Janvier, 17.00; février, 17.00; mars 17.00; avril, 17.00; mai, 17.00; juin, 17.00; juillet 17.00; autres mois incotés.

Ventes, 3.000; importations, 5.100; américain, généralement, hausse, 2; égyptien, inchangé; brésilien, hausse, 2.

New-York, 11 heures. — Janvier, incoté; mars, 14.90; mai, 14.95; juillet, 15.10.

MARCHÉS DES CHANGES A L'ÉTRANGER

Londres : Sur Paris, 61.085; sur Bruxelles, 58.05; prêts à court terme, 5 0/0; escompte hors banque, 6 5/8. — Alexandrie : Sur Londres, 97 1/2. — Genève : Sur Paris, 38.50; sur Londres, 23.00; sur Bruxelles, 40.50. — Bruxelles : Sur Paris, 96.100; sur Londres, 58.125. — Amsterdam : Sur Paris, 18.65; sur Londres, 11.37; sur Belgique, 18.57 1/2. — Rome : Sur Paris, 171.40; sur Londres, 104.00. — Barcelone : Sur Paris, 43.10.